

ACTION URGENTE

MEXIQUE. UN JOURNALISTE EN DANGER

Le journaliste mexicain Alberto Amaro a signalé que des agents de la police judiciaire du Bureau du procureur général de l'État de Tlaxcala l'avaient menacé avec une arme à feu le 4 juin. Il a dénoncé plusieurs attaques très graves au cours des cinq dernières années en raison de son travail. Pourtant, des responsables du Mécanisme de protection pour les défenseurs des droits humains et les journalistes du Mexique ont mis en cause ses allégations et même tenté d'annuler les mesures de protection dont il bénéficie. Amnesty International appelle le ministère de l'Intérieur à accorder à Alberto Amaro des mesures de protection proportionnées au niveau de risque auquel il est confronté.

PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

Ministre de l'Intérieur :
Luisa María Alcalde Luján
Ministère de l'Intérieur (SEGOB)
Carretera Bucareli 99,
Colonia Juárez, Cuauhtemoc
C.P. 06600, Mexico City, Mexique
Courriel : luisa.alcalde@segob.gob.mx
X : @Segob_mx / @LuisaAlcalde

Madame la Ministre,

Je vous écris afin de vous faire part de ma vive préoccupation au sujet de la sécurité du journaliste **Alberto Amaro Jordán**, directeur du média mexicain La Prensa de Tlaxcala. En raison de son travail, il a été victime de plusieurs attaques très graves.

Le 4 juin 2024 au soir, Alberto Amaro se rendait accompagné de ses gardes du corps fournis par le Mécanisme fédéral de protection des défenseurs des droits humains et des journalistes sur les lieux d'un incident survenu dans un village de l'État de Tlaxcala (centre-est du Mexique) lorsqu'un véhicule noir s'est placé à côté de leur voiture à l'arrêt. Une personne s'est alors hissée par la vitre jusqu'à la taille et a pointé un pistolet sur le véhicule du journaliste. Alberto Amaro et les deux gardes fédéraux lui ont demandé de ne pas tirer. Le conducteur du véhicule noir a expliqué qu'ils étaient des agents de la police judiciaire et leur a ordonné de sortir de la voiture. Alberto Amaro a commencé à filmer et diffuser la scène en direct sur la page Facebook de La Prensa de Tlaxcala, tout en appelant les secours. Selon lui, des policiers du secrétariat de la sécurité publique de Tlaxcala sont arrivés sur place peu après et ont laissé les agents de la police judiciaire partir sans prendre aucune autre mesure. Ensuite, Alberto Amaro a sollicité l'aide de membres du secrétariat de la marine, qui l'ont accompagné au Bureau du procureur général dans la ville de Tlaxcala.

Au fil des 12 derniers mois, Alberto Amaro a signalé de nombreuses défaillances dans certaines des mesures de protection qui lui ont été accordées par le Mécanisme fédéral de protection. Début juin, le Mécanisme n'avait pas pleinement répondu à ses inquiétudes quant à son programme de protection.

Aussi, je vous prie de réévaluer immédiatement la situation d'Alberto Amaro en matière de sécurité, en concertation avec lui, de veiller à ce que les mesures de protection existantes ne soient pas annulées et d'accorder toute mesure supplémentaire nécessaire pour garantir sa sécurité, compte tenu du niveau de risque auquel il est confronté. Enfin, je vous demande de faire en sorte que les autorités enquêtent sur toute attaque à son encontre.

Veuillez agréer, Madame la Ministre, l'expression de ma haute considération.

COMPLEMENT D'INFORMATION

Alberto Amaro Jordán, journaliste de 35 ans, est originaire de la ville d'Atexcatzingo, dans l'État de Tlaxcala, à l'est de Mexico. Depuis 2019, il a été battu, menacé et arrêté par des policiers, intimidé par des membres présumés d'un cartel de la drogue, victime d'une tentative d'effraction et visé par des coups de feu tirés sur sa maison, entre autres attaques. Des policiers et des individus non identifiés l'ont photographié, ainsi que sa femme et son fils, et des agresseurs ont piraté son site Internet et sali sa réputation dans des messages Facebook, en l'accusant d'être un criminel. Pourtant, en août 2023, le Mécanisme de protection pour les défenseurs des droits humains et les journalistes du Mexique a estimé qu'il n'était plus en danger après avoir été inscrit au programme de protection pendant quatre ans, et lui a annoncé le retrait de ses quatre gardes du corps. Alberto Amaro a obtenu une injonction pour suspendre le retrait de ses gardes du corps, mais il n'est pas certain que le Mécanisme continue d'assurer sa protection à l'avenir. Il a accusé les responsables du Mécanisme d'ignorer les dangers auxquels lui-même et sa famille continuent d'être exposés du fait de son travail.

Les attaques visant Alberto Amaro n'ont pas cessé en 2024. Le 9 janvier 2024, vers 8 h 45, il a été pourchassé par un inconnu à bord d'un véhicule avec des plaques d'immatriculation de l'État de Mexico qui a tenté de percuter sa voiture, d'après les informations publiées par *La Prensa de Tlaxcala*. Le garde du Mécanisme de protection qui conduisait a réussi à éviter de heurter l'autre véhicule, mais l'agresseur s'est garé devant eux et a tenté de leur barrer la route. Le conducteur d'Alberto Amaro a finalement réussi à échapper à l'autre véhicule et à s'enfuir.

D'après le travail de recherche approfondi mené par le Comité pour la protection des journalistes (CPJ) depuis 1992, le Mexique est le pays occidental le plus dangereux pour les journalistes. Depuis le début du siècle, [au moins 153 journalistes et autres professionnel-le-s des médias ont été tués](#), selon les recherches du CPJ ; au moins 64 de ces homicides se sont avérés directement liés à leur travail. L'impunité est la norme dans les crimes contre la presse. Selon l'indice mondial de l'impunité établi chaque année par le CPJ, le Mexique se classe systématiquement parmi les 10 pays où le nombre de meurtres de journalistes non élucidés est le plus élevé.

LANGUE À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS : espagnol

Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 8 août 2024

Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

PRÉNOM, NOM ET PRONOM À UTILISER : Alberto Amaro Jordán (il)

LIEN VERS L'AU PRÉCÉDENTE : <https://www.amnesty.org/fr/documents/amr41/7702/2024/fr/>